Rapport moral 2020-2021

Remix est née en 2009 du désir de voir reconnus les communs comme des pratiques sociale qui emportent avec elles un changement de la société pour davantage de solidarité, de démocratie et une véritable maîtrise des affaires publiques par les citoyens. En 2018, le collectif a constitué l'association Remix the commons - Remix en commun(s) pour renforcer son action dans les contextes francophone et européen.

Remix accompagne ce renouveau politique et interculturel à travers la structuration et l'animation de réseaux et du mouvement des communs, un effort d'élaboration de productions et d'outils pour et avec les commoners et la diffusion et la mise en circulation des contenus et des propositions du mouvement des communs.

Évolution du contexte de notre action

Le contexte dans lequel opère Remix ces dernières années a été marqué par plusieurs évolutions significatives. D'abord il faut souligner que pour les acteurs pris dans la logique capitaliste, l'impératif de contrôle et de subordination des communs à cette dernière est plus puissant que jamais. Cela n'est pas nouveau, mais ne cesse de s'amplifier. Ils s'emploient donc à ré-enchasser les communs dans le système dominant, et à vider la notion de son sens. Cela est particulièrement vrai en France où la puissance publique déploie dans bien des domaines, une politique qui s'attaque de manière frontale aux communs (santé, énergie, eau, travail, formation, foncier, ...).

Dans le même temps, l'agir en commun (le commoning) est adopté pour travailler, créer, ou vivre autrement, non plus seulement aux marges de la société, mais en son coeur. C'est le cas par exemple à l'échelle mondiale dans le domaine de l'art contemporain, lorsque le collectif indonésien Ruangrupa crée les conditions d'une direction artistique par la communauté internationale des artistes, de l'exposition documenta 15. C'est aussi le cas, dans le domaine de l'architecture (comme dans d'autres), avec Frizz23 à Berlin ou La Borda à Barcelone, ou lorsqu'en France, l'Atelier PNG est lauréat de l'Équerre d'argent. Cela est la preuve que les lignes bougent et l'imaginaire collectif en train de se renouveler.

Alors que nous sommes à un moment de bascule, celui de la perte irréversible de mondes entiers, provoqué par l'activité humaine, deux visions du monde s'opposent : l'une centrée sur un rapport économique, et l'autre centrée sur le soin, la solidarité et

le vivant. Passé de la domination de l'une à celle de l'autre semble devenu possible. Cela réclame encore sans doute de décoloniser les communs.

De nouveaux espaces émergent où s'opère un travail de cette nature dans une perspective stratégique et/ou politique. 3 illustrations en France, auxquelles Remix contribue ou qui nous touchent de près :

- **50 nuances de communs** : à l'origine le titre d'un atelier sur les convergences autour des communs organisé par la fondation Danielle Mitterrand dans le cadre de la commémoration de ses 35 ans, cet espace réactualise les enjeux politiques et stratégiques pour les mouvements radicaux dans le contexte de l'agenda électoral 2021 (présidentielles et législatives).

- **Assemblée nationale des communs** : en s'affranchissant des modèles d'assemblées des communs expérimentés jusqu'à présent en France, la rencontre de Marseille a le mérite de nommer des questions clefs pour le mouvement des communs et d'ouvrir de nouveaux espaces pour les mettre en chantier.

- **Les chantiers Reprises (de terres et) de savoirs** : fort de la dynamique des mobilisations pour la défense, la récupération et le soin des milieux de vie, le mouvement des ZAD et des occupations et le mouvement syndical paysan, font émerger « un commun des savoirs » qui est à la fois une manière de faire l'expérience du commun et d'irriguer les pratiques et les pensées.

Ces espaces (et d'autres), constituent autant de points d'appui à partir desquels s'élabore et peut être rendu visible un récit alternatif à l'interprétation naturaliste[1] des biens communs, largement mobilisé dans les politiques publiques (ADEME, France Tiers Lieux, …).

Remix : membres et alliés

Remix est un espace de coopération où se partagent les connaissances pratiques sur les communs et où se déploient une capacité d'action collective. L'association accueille, initie ou contribue à des projets collectifs qui partagent un horizon de sortie de la spirale de l'accaparement des ressources communes. École des communs, Labo d'entraide Juridique pour les communs, la participation à des lieux partagés, l'élaboration de Partenariats Commun Public pour produire des médicaments comme des communs, Meet.coop, le Konbit nuage en commun, entre autres initiatives, sont portées par des personnes qui, réunies en groupes, collectifs ou communautés, constituent ensemble l'association. Ces projets permettent de vivre l'expérience de

1 Le récit naturaliste sur les communs est basé sur une définition des communs construite autour de la notion de « ressource » et de sa gestion par une communauté dans le but de sa préservation (https://lescommuns.org/). Ce récit est simplificateur et dépolitisant a été intensément diffusé auprès des décideurs publics depuis 2015.

l'agir en-commun (commoning), de produire et porter dans la sphère publique des propositions qui contribuent à l'agenda politique du mouvement des communs.

Les modes d'action de Remix sont basés sur une démarche de production articulés avec les besoins des membres du collectif. À l'image par exemple de meet.coop ou du konbit numérique (nuage en commun), les projets opèrent à la fois comme services communs pour les membres, des infrastructures du collectif et des projets, expériences partagées du commun productrices de savoir, et comme bases de propositions politiques pour le mouvement des communs. Les projets incarnent les valeurs que les membres du collectif veulent vivre et faire vivre et lui donnent une certaine cohésion.

C'est pourquoi il n'est pas inutile de rappeler la singularité de Remix à cet endroit. Pour Remix, on peut devenir membre de l'association dès lors que l'on est partie prenante dans une action qui participe du projet du collectif. L'adhésion à l'association est volontaire et gratuite et conformément aux statuts de l'association, elle est validée par la contribution en temps consacré aux actions collectives. Ce choix répond à la volonté de mettre l'association entre les mains des personnes concernées, engagées dans l'action et d'éviter d'instaurer une gouvernance bureaucratique qui découle de mécanismes de représentation. L'association est conçue comme un instrument au service des membres du collectif plutôt que l'inverse.

Après quelques années de fonctionnement de ce modèle de membrariat associatif, on constate que l'étendue des formes de contribution à Remix ne se limite pas l'engagement dans les actions qualifiées de "projets" (terme qui mériterait lui-même une analyse critique). Collaboration, partenariat, mais aussi attention, sympathie, compagnonnage pratique et intellectuel, côtoient les projets personnels ou collectifs et participent de la dynamique du collectif, tout comme le collectif nourrit le milieu et le mouvement des communs grâce à la porosité de la membrane qui sépare les membres des sympathisants, des alliés, etc.

Pour explorer plus avant ce mode de fonctionnement et l'adapter aux besoins du projet et des membres du collectif, nous avons conduit un cycle de "Dialogues sur le futur de Remix" au cours du premier semestre de l'année 2022. L'importance quantitative et qualitative de la participation à ces rencontres a été un indice de l'attachement profond et du soutien à Remix de nombreuses personnes engagées dans le mouvement des communs. Ce travail a mis en évidence le besoin de (re)connaître et faire vivre les modalités d'entrée, d'engagement et d'affiliation à Remix afin que les personnes intéressées soient accueillies, qu'elles puissent pénétrer la complexité du collectif et trouver plus facilement leur place au sein de Remix.

Remix : axes de développement stratégique

L'idée d'espace de coopération où se déploient les pratiques et se partagent les connaissances sur les communs n'épuise pas le projet de Remix. A la suite de l'Assemblée Nationale des communs, elle-même inscrite dans la continuité des commons camp et de ECA (l'assemblée européenne communs 2017) plusieurs initiatives se sont structurées pour développer des outils et faire circuler des propositions. D'autres initiatives visent à développer des propositions méthodologiques, techniques et normatives à partir de champs singuliers : la production de médicaments comme communs et l'alimentation. Dans chacune de ces initiatives, nous constituons une alliance avec des acteurs concernés (syndicats, mouvement, experts militants, …) et recherchons des financements auprès de bailleurs de fonds concernés par ces sujets.

L'Assemblée des communs et ses suites

Initié par Remix, Artfactories/Autreparts et le Laboratoire juridique européen d'entraide pour les communs, l'Assemblée nationale des communs a été conçue, préparée et animée de manière contributive et collaborative avec un groupe large de commoners. Ce groupe s'est constitué, élargi et consolidé au fil de la préparation de l'évènement. Outre l'effet de réseautage, l'assemblée nationale des communs a permis de nommer un ensemble de questions clefs pour les communs telles que : quelle reconnaissance des communs à travers l'auto-évaluation ?, comment échapper à la subordination des communs aux bailleurs à travers des nouvelles formes de financements des communs ?, comment développer la maîtrise foncière par les communs urbains, faire connaître et relier les stratégies de développement des communs comme éco-systèmes ?, de quelle(s) recherche(s) les communs ont-ils besoin ? Certaines de ces questions ont pu être saisies par des groupes qui ont engagé un travail sous différentes formes qui se poursuivra au cours des prochains mois.

Le labo européen d'entraide juridique pour les communs est l'une de ces actions. A la suite de l'Assemblée, Remix a permis d'élaborer une proposition de préfiguration en 3 axes de travail et mobilisé, en partenariat avec B.A.Balex un collectif européen (France, Espagne et Italie principalement) pour conduire cette démarche. Le Labo vise à contribuer à l'élaboration du droit relatif aux communs et à la recherche de réponses aux enjeux juridiques rencontrés par les commoners. Le projet a pour première intention de préfigurer une nouvelle initiative d'entraide juridique entre les commoners. Il vise en particulier à préfigurer :

- un pôle juridique au service des organisations et un outil de partage de documentation sur les enjeux juridiques rencontrés par les commoners.

- un outil pour accompagner la mise en place de mécanismes juridiques de protection des communs de type déclarations d'usages civiques en France, en lien avec les luttes engagées (fédération des murs à pêche de Montreuil, lieux culturels et espaces écologiques, ...)
- une démarche de recherche-action immersive

Le groupe de travail écosystème des communs est une autre initiative articulée à partir du commonscamp et de l'assemblée des communs. Il se compose de B.A.Balex, Solidarius Italia, Remix the commons, FemProcomuns en Catalogne et Nouveau Projet au Québec. Il s'est donné comme objectif d'identifier, documenter et faire circuler les différents modèles, méthodologies, pratiques et outils pour faire écosystème des communs dans le territoire. Le groupe de travail organise une rencontre européenne en marge du Forum Social Européen à Florence en novembre 2022.

Foncièrement communs, ou l'antenne marseillaise de l'assemblée des communs s'est constitué pour faire face à la grande précarité d'un certain nombre de lieux/projets sur le territoire marseillais face à l'accessibilité à la ressource foncière. Il regroupe plusieurs collectifs et à organisé 3 rencontres sous forme d'atelier / étude de cas. Il poursuit ses travaux sous la forme d'un cycle de rencontres/enquêtes sur les besoins et une campagne de communication qui prend la forme de production de podcasts diffusés par Radio Grenouille à Marseille.

Élaborer des propositions à partir de démarches de recherche action

Au cours des dernières années, Remix a mis en place avec différents partenaires, des projets de recherche action (ou assimilé) autour de différents sujets. Ces projets donnent lieux à l'élaboration d'outils juridiques, économiques ou méthodologiques qui seront diffusés au sein du mouvement des communs et auprès des mouvements sociaux concernés.

L'école des communs s'appuie sur 2 expériences : l'une à Paris, quartier de La Chapelle et traite de la gouvernance tandis que l'autre se déploie dans 4 sites chantiers, situés à Marseille, Toulouse, Montreuil et Autrans, autour des pratiques d'alimentation basées sur les communs.

Médicaments comme biens communs vise à développer un modèle de partenariat Public Commun pour la production industrielle pharmaceutique à partir de sites identifiés qui puisse être proposé à financement et mise en place, et utilisé pour penser d'autres modèles dans d'autres contextes géographiques et politiques.